

Deuxième passerelle potentielle : l'anti-américanisme

Pour illustrer les continuités ou les passerelles idéologiques possibles entre les «gauches radicales» et l'extrême droite allemandes des années 1960, Michael Fischer cite une lettre de Horst Mahler (à l'époque membre du SDS*) au ministre fédéral de la Justice, en janvier 1968. Dans sa missive, Mahler «assimilait la guerre des États-Unis au Vietnam à la Shoah en la qualifiant de “meurtre de masse organisé” et demandait que les responsables américains soient punis de la même manière que les responsables allemands des crimes commis sous le régime national-socialiste. Il est intéressant de noter que, quelques semaines plus tard, le groupe [nationaliste de droite] *Aktionsgemeinschaft Unabhängiger Deutscher** (AUD) se solidarisa ouvertement avec les objectifs du Congrès international pour le Vietnam dans le cadre d'une adresse de salutation : selon l'AUD, le “génocide” au Vietnam représentait un “danger direct pour Berlin, l'Allemagne et l'Europe”, raison pour laquelle l'AUD – comme Mahler – demanda la convocation d'un “tribunal de Nuremberg pour les crimes de guerre américains au Vietnam”. L'adresse de solidarité fut publiée sans commentaire dans un recueil de documents du congrès édité par le SDS de Berlin-Ouest».

Là encore, il faut nuancer l'analyse de Michael Fischer. L'anti-américanisme ne toucha qu'une partie de la «gauche radicale», puisque les *antideutsch* virent dans les États-Unis, dès l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1991, ou au moins lors de la seconde guerre d'Irak. Et ce pro-américanisme accompagné d'un pro-occidentalisme forcené n'a fait que s'accroître depuis trente ans : les *antideutsch* ont vanté les vertus des interventions occidentales en Lybie, en Afghanistan et même, en juin 2025, en Iran, en ignorant totalement les centaines de milliers de civils tués lors de ces guerres «pro-démocratiques», censées lutter contre la barbarie de Saddam Hussein, des talibans, d'Al-Qaïda, de l'État islamique ou contre ce qu'ils appellent l'«islamofascisme» iranien.

En même temps, à moins de rejeter tous les *antideutsch* dans le camp de la droite, il est difficile d'affirmer que toute la gauche était mue par un anti-américanisme primaire ignorant des interventions militaires soviétiques, d'autant qu'une partie de la gauche avait au moins perçu les limites des mouvements de libération nationale et compris que l'impérialisme russe¹ pouvait aussi envoyer ses troupes contre les ouvriers et les classes populaires, comme il l'avait fait en RDA (1953), en Hongrie (1956) et en Tchécoslovaquie (1968).

Parmi les éléments idéologiques qui peuvent servir de passerelle entre l'extrême droite et l'extrême gauche, et qui sont liés à l'anti-américanisme, il faut aussi signaler la vision d'une Allemagne-victime, que l'on retrouve dans les discours de certains antifascistes «radicaux», et ceux (très officiels) de la RDA stalinienne, et leurs descendants politiques actuels : en effet, les «communistes» pro-soviétiques et pro-chinois dénonçaient les puissances impérialistes (dont la France mais surtout les États-Unis) qui avaient imposé le traité de Versailles²* puis avaient impitoyablement bombardé les prolétaires dans les villes allemandes, durant la seconde guerre mondiale, comme à Dresde* les 13,14 et 15 février 1945 (au moins 25 000 morts) – on estime que le nombre total des victimes civiles des bombardements alliés tourne autour de 410 000 [Hubert, 2009].

De l'anti-américanisme à la «haine de l'Occident» ?

Même si ces explications sont beaucoup plus récentes, ou plus exactement si elles ont pris de l'ampleur, dans les milieux intellectuels de droite et dans certains milieux «sionistes de gauche», avec les manifestations massives de la jeunesse étudiante mondiale contre les massacres de civils palestiniens commis par Tsahal après la razzia génocidaire organisée par le Hamas et ses alliés «de gauche» le 7

¹ Cf. V., «Sur l'impérialisme russe (1976, *Combat communiste*), <https://nfnf.eu/spip.php?article1248>.

² Ainsi Dimitrov reprochait aux staliniens allemands de ne pas avoir été assez nationalistes : ««Nos camarades en Allemagne n'ont longtemps pas suffisamment tenu compte du sentiment national blessé et de l'indignation des masses contre le traité de paix de Versailles [...] [ils] ont tardé à mettre en place le programme de libération sociale et nationale, et lorsqu'ils l'ont fait, ils n'ont pas su l'appliquer en fonction des besoins concrets et du niveau des masses ; ils n'ont même pas su le populariser parmi les masses !» [Cité in Jacoby, 2000.]

octobre 2023, il faut ici mentionner l'idée selon laquelle l'antisionisme serait, selon ces mêmes intervenants, un anti-occidentalisme. Cette proposition va de pair avec l'idée selon laquelle le judaïsme serait à l'origine de nombreuses « valeurs occidentales ».

Selon cette thèse, la jeunesse «anti-impérialiste», «antiraciste», altermondialiste, etc., ignorerait totalement les **origines juives des valeurs positives au nom desquelles elle se bat** : le souci de la justice (donc, en termes modernes, onusiens et/ou «gauchistes», la «justice sociale»), la «réparation du monde» (*tikkun olam*, en termes modernes, la volonté de réformer la société), le respect de la dignité humaine (la lutte pour le respect des droits de toutes les minorités), etc.

Il est amusant de constater que ce discours est l'exact inverse du discours porté par les juifs antisionistes de gauche ou d'extrême gauche ; ceux-ci considèrent que l'existence même d'Israël violerait les valeurs juives égalitaires, démocratiques, voire révolutionnaires, dont ils se réclament. Dans un cas comme dans l'autre, chez les « sionistes » comme chez les antisionistes, on assiste à une **idéalisation de la religion** en général, et du judaïsme en particulier. Ces gens veulent nous faire croire que la religion pourrait être autre chose qu'une fabrication idéologique des hommes et des femmes. Cette idéologie, les êtres humains, exploités comme exploités, la modifient au fil des siècles, en fonction de la défense de leurs intérêts matériels, défense dans laquelle l'éthique joue un rôle tout à fait secondaire.

C'est pourquoi, chez les Juifs, on trouve des partisans d'une théologie juive de la libération ; des athées antisionistes ; des colons juifs nationalistes et racistes ; mais aussi des juifs qui trouvent des raisons religieuses de s'opposer à l'existence d'Israël.

La religion juive est instrumentalisée sur le plan politique, exactement comme toutes les autres religions³.

Troisième passerelle potentielle : l'antiparlementarisme.

En théorie, l'antiparlementarisme communiste (celui inspiré par *La guerre civile en France* de Marx, par les formules mystificatrices⁴ de *L'État et la révolution* de Lénine, et surtout par les courants «conseillistes» et «communistes de gauche» des années 1920) prône la destruction de l'État bourgeois et l'instauration d'un régime fondé sur les comités d'usine et les soviets locaux, et se prétend ultra-démocratique. À l'inverse, l'antiparlementarisme nazi prône l'instauration d'un État totalitaire et raciste censé incarner «la nation» et «le peuple», tous deux soumis à un régime de Parti unique et à un Führer omniscient. Les deux projets sont antagoniques et irréconciliables, même s'il est évident que l'Opposition extraparlamentaire (l'APO) et l'extrême gauche allemandes des années 1960-1989 qui propageaient des illusions sur tel ou tel État du «camp socialiste» (de Cuba à la Chine en passant par le Vietnam) fermaient les yeux sur l'absence totale de démocratie dans ces pays, y compris évidemment de la démocratie des conseils ouvriers – démocratie qui, de toute façon, n'a jamais existé dans aucun État de l'imaginaire «bloc socialiste».

En réalité, ce ne sont pas vraiment les affinités idéologiques supposées entre les idéologies communistes, nazies et fascistes qui sont visées mais plutôt, comme l'écrit l'Office de protection de la constitution, «leur rejet catégorique de l'ordre étatique existant, qu'ils considèrent comme dysfonctionnel et antidémocratique» et toute «campagne agressive contre les représentants et les institutions de l'État dans le but de saper systématiquement sa légitimité». L'État allemand est censé relever de la «protection constitutionnelle» et donc toute critique de cet État peut être surveillée, voire poursuivie par la police et la justice, si elle est jugée «excessive», «extrémiste» ou «antidémocratique».

³ Cf. *Religion et politique*, compilé n° 5 de la revue *Ni patrie ni frontières*, <https://nfnf.eu/spip.php?article760>.

⁴ Mystificatrices, parce que Lénine, tout comme ses camarades bolcheviks, n'avait ni l'intention ni le projet politique mûrement réfléchi de donner «*tout le pouvoir aux soviets*» ou aux conseils ouvriers. Ce slogan n'a jamais correspondu à la réalité «soviétique».

Ces passerelles idéologiques soulignées par Michael Fischer ont-elles donné lieu à des alliances réelles entre extrême droite et extrême gauche, à ce qu'on appelle en Allemagne un *Querfront*, ou sont-elles restées à l'état d'hypothèses ?

Sources citées

Fischer, Michael (2015), *Horst Mahler*, KIT Scientific Publishing, 2015, disponible en ligne, <https://books.openedition.org/ksp/4803>

Hubert, Michel (2009), « La population allemande : ruptures et continuités ». *Allemagne 1945-1961*, édité par Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil, Presses universitaires du Septentrion, 2009, <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.39500>

Jacoby, Mascha (2000), *Von Beijing über Umwege zur Bewegung: Wie der Maoismus nach Westdeutschland kam*, thèse de doctorat, <https://ediss.sub.uni-hamburg.de/handle/ediss/11398.2>